



Pour fêter le premier anniversaire de ChatGPT, nous avons demandé à Dall-e, intelligence artificielle créatrice d'images créée par OpenAI, de nous générer cette illustration.

Demain, ChatGPT fêtera son premier anniversaire. L'intelligence artificielle, cette science qui vise à imiter le fonctionnement du cerveau humain, éveille tous les fantasmes. Pourtant ChatGPT n'a pas réellement envahi le monde du travail. Le philosophe, Marcello Vitali-Rosati, remet même en question ses capacités.

Star de l'intelligence artificielle, sa mise en ligne promettait de bouleverser les usages professionnels. Productivité accrue, menace de suppression d'emplois et triche à grande échelle, ChatGPT lancé il y a un an aux Etats-Unis, alimente toujours les passions et les peurs. Pas étonnant que les professionnels cherchent à maîtriser le robot conversationnel. À Bordeaux, formateur-ices, créatif-ves ou commerciaux occupent déjà le terrain.

« On trouve tous types de profils », assure Franck Arthaud, formateur ChatGPT. Les initié-es viennent avec un besoin précis alors que les débutant-es souhaitent prendre en main le logiciel sans forcément avoir en tête une utilisation spécifique. « Les trois quarts de mes clients et clientes travaillent dans le marketing. » L'agence bordelaise Pango reconnaît l'utiliser quand la page reste blanche : « ChatGPT nous permet d'élaborer une trame de travail lorsque l'inspiration manque, sur les thèmes ou sujets et même jusqu'à la rédaction. » Franck Arthaud souligne : « L'intelligence artificielle a la force d'être très per-

formante pour améliorer le référencement des sites web. »

« Il faut apprendre à l'utiliser »

D'autres secteurs vont plus loin. L'agence Dimo spécialisée dans les diagnostics immobiliers fait le pari de générer ses annonces via l'intelligence artificielle. Grâce à ChatGPT, elle garantit « des annonces immobilières attractives qui attirent l'attention des acheteurs et des locataires potentiels ». Mais depuis son lancement, le robot conversationnel promet aussi un gain de temps révolutionnaire dans les tâches répétitives. C'est le cas dans l'enseignement supérieur. « Là où ChatGPT commence à être utilisé, c'est sur la génération de questionnaires, de plans détaillés de cours et de contenus de diapositives », explique Soufiane Rouissi, vice-président chargé du numérique à l'Université Bordeaux-Montaigne. Il défend son usage : « Depuis le lancement nous n'avons pas eu de politique de bannissement. C'est comme si l'on interdisait le téléphone ou l'ordinateur.

INTROSPECTION D'UN ALGORITHME

Depuis 365 jours, ChatGPT discute de tout et de rien avec des millions d'utilisateur-trices. Mais, « dépourvu de conscience et d'identité propre », selon ses propres mots, est-il capable de parler de lui ? Nous avons tenté l'expérience en lui posant la question : « quel bilan tires-tu de ta première année d'existence ? » Voici sa réponse :

« Le bilan de ma première année d'activité est à la fois instructif et plein d'humilité. En tant que compagnon numérique, mon principal objectif a été d'aider les utilisateurs dans leurs requêtes et d'encourager la créativité. Tout en célébrant les réalisations, il est crucial de relever les défis : des préoccupations éthiques, tels que les préjugés et la désinformation, sont apparues. Cette année symbolise un parcours d'apprentissage, reconnaissant la responsabilité de naviguer dans les complexités. Pour l'avenir, mon engagement se renforce. Je souhaite incarner l'évolution responsable, en trouvant l'équilibre délicat entre innovation et considérations éthiques. À l'avenir, j'aspire à être une force positive, garantissant aux utilisateurs une expérience de l'IA sûre, informée et empathique. »

ChatGPT

Il faut apprendre à l'utiliser. » L'Université lancera prochainement un accompagnement à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour les enseignant-es de l'établissement. Du côté de la recherche universitaire, Soufiane Rouissi est plus mesuré : « Nous n'en sommes qu'aux balbutiements. Il ne faut pas se précipiter, mesurer l'intérêt et les risques. Nous ne sommes pas spécialement en retard. » Preuve que ChatGPT ne s'est pas démocratisé dans tous les secteurs professionnels, certain-es ne se sont pas vraiment penché-es sur son utilisation. « Jamais je ne l'utilise ! Mais on verra comment ça évolue », concède maître Marie Chamfeuil, avocate au barreau de Bordeaux. D'autres sont encore plus catégoriques. Jean-Luc

Veyssy, directeur de la maison d'édition Le Bord de l'eau, assume : « On ne s'est même pas posé la question. »

Pierre Bayet, Damian Cornette & Agathe Courret

CHATGPT C'EST QUOI ?

Ce robot conversationnel développé par l'entreprise californienne OpenAI est un modèle d'intelligence artificielle basé sur un jeu de questions et réponses. Il utilise les technologies de deep learning qui lui permettent d'emmagasiner seul une quantité d'informations colossale. C'est cette méthode qui explique la puissance de ChatGPT. Il peut être utile pour l'écriture de textes, la traduction automatique, la fabrication de résumés ou questionnaires automatiques à partir d'un texte, ou le traitement de données.

ChatGPT en cinq dates



« ChatGPT ne sait rien faire »

Philosophe technicien, chercheur et professeur à l'université de Montréal, Marcello Vitali-Rosati porte un regard éclairé sur les enjeux de ChatGPT.

Aujourd'hui, y a-t-il des tâches que ChatGPT ne sait pas encore faire ?

adopter pour décrocher un poste. Il n'a aucune conception logique.

En faisant à notre place, ChatGPT ne nous prive-t-il pas d'une certaine liberté d'apprendre ?

M.V.-R. : Le problème de n'importe quel service ou environnement technologique, c'est le rapport entre la délivrance et l'autonomie : si je me délève d'une tâche en demandant par exemple à quelqu'un de ranger ma maison, je ne saurais plus où sont rangées mes affaires, donc je perdrais en autonomie. En résumé, quand je délègue, je n'ai plus aucune idée de comment la chose est faite. La question, c'est donc plutôt « que va-t-on

déléguer à ChatGPT ? » À terme, nous risquons de l'utiliser pour réaliser une tâche pour laquelle il n'a pas été conçu. Les entreprises comme OpenAI créent finalement des besoins dont des centaines de millions d'utilisateurs deviennent dépendants.

Quelles préoccupations éthiques devraient guider le développement de ChatGPT et comment peut-on assurer et envisager une régulation éthique efficace ?

M.V.-R. : Ce qui pose problème, ce n'est pas l'algorithme, c'est le contexte capitaliste dans lequel s'inscrit ChatGPT. Aujourd'hui, OpenAI a quasiment le monopole de l'intelligence artificielle conversationnelle. L'entreprise concentre l'attention d'énormément de personnes en créant un besoin, ceci dans une opacité totale. Il n'y a pas vraiment de transparence sur son fonctionnement. Il faut plutôt sensibiliser les usagers sur les enjeux éthiques. Il est nécessaire d'augmenter la littérature



(ndlr, la capacité de chacun à comprendre et à utiliser l'information écrite) des utilisateurs pour augmenter la compréhension du mécanisme délivrance-dépendance en investissant dans l'enseignement.

Propos recueillis par Noa Darcel

Les travaux de Marcello Vitali-Rosati explorent les implications éthiques et d'éditorialisation des technologies de l'information et notamment de l'intelligence artificielle.

À LA UNE

ET AUSSI

PORT DE BORDEAUX : LA SECONDE VIE DES BATEAUX DE GUERRE

COP 28 ALTERNATIVE : DES SCIENTIFIQUES SE REBELLENT

SIDA : OPÉRATION DÉPISTAGE À L'UNIVERSITÉ

Enquête sur les algorithmes

Demain, 70 étudiant-es en journalisme, infocom et informatique se réuniront à l'Ijba pour une journée consacrée à l'enquête sur les algorithmes. En partenariat avec Dataactivist, « Sud Ouest », Inria, l'Université de Bordeaux et le Clemi, le « Hackathon » entend aboutir à la création de « méthodes d'enquêtes susceptibles d'ouvrir la boîte noire algorithmique ».

ÉCO

Pourquoi les vieux navires mettent le cap sur Bordeaux

L'ancienne frégate militaire « Suffren » a achevé sa dernière traversée vendredi 24 novembre jusqu'au site de Bassens, au Grand port maritime de Bordeaux pour y être démantelée. Sept autres navires de la Marine nationale vont la rejoindre.

Le Grand port maritime de Bordeaux (GPMB) figure parmi les 18 sites mondiaux de démantèlement de navires agréés par l'Union européenne. Une reconnaissance qui lui permet de déconstruire des navires de la Marine nationale, principale commanditaire sur ce type de marché.

Comment Bordeaux a remporté le gros lot

Si Bordeaux a été choisie pour un tel projet, ce n'est pas un hasard. Le site portuaire n'en est pas à son coup d'essai. En 2014, il a pu prouver ses capacités avec la déconstruction du « Colbert » et du « Jeanne-d'Arc », deux navires militaires français. *« Le succès de ces démantèlements et l'expérience du port de Bordeaux dans le domaine ont incontestablement joué en leur faveur »* concède le capitaine Alban Simon, porte-parole de la préfecture maritime de l'Atlantique. Avoir de l'expérience ne suffit pas. En plus de devoir s'aligner aux normes européennes, le capitaine précise que *« grâce à ses infrastructures et ses équipements de pointe, le site de Bassens est en mesure d'accueillir ces huit coques aux dimensions hors-normes »*. Ces particularités font du port de Bordeaux un site puissant à l'échelle européenne et le seul ouvert à tous les opérateurs de démantèlement. Comme dans tout secteur industriel et économique, le critère financier a son importance. *« Bordeaux garantissait la meilleure proposition, ce qui lui a permis de remporter l'appel d'offre européen »* confie le commandant.

Démanteler des navires : un défi de taille

Avant que les navires de guerre ne soient démantelés, la Marine nationale stockait les épaves des bateaux dans des cimetières marins. Cette pratique, utilisée après la Seconde Guerre mondiale, a montré ses limites. Face à l'accumulation de ces bateaux dormants, une solution : les couler au large des océans. Peu écologique, cette méthode très controversée est interdite par les conventions internationales depuis 2004. La Marine nationale, qui mène ces opérations de déconstruction, précise aujourd'hui que ces chantiers s'inscrivent dans une démarche *« de valorisation des déchets, de développement durable et de protection de l'environnement »*.

Mieux revaloriser

Dans le cadre d'une opération d'une telle ampleur, pas question pour la Marine nationale de laisser un détail au hasard. Tout est minutieusement planifié pour prévenir des risques et anticiper des catastrophes potentielles. Avec une priorité : le respect de l'environnement et de la santé des travailleur-euses. *« On va retirer au maximum tous les produits pouvant être dangereux comme des hydrocarbures avant qu'ils soient confiés aux industriels pour la déconstruction »*, explique le commandant Alban Simon. Les risques sont significatifs, la démolition navale étant un secteur particulièrement polluant. *« Les bateaux qui vont*



« Suffren » frégate lance-missiles



« Meuse » pétrolier ravitailleur



« Jean de Vienne » frégate



« Montcalm » croiseur léger



« Cassard » frégate anti-aérienne



« Albatros » patrouilleur



« Georges Leygues » croiseur



« D'Entrecasteaux » croiseur

25 000 tonnes

de ferraille évacuées, recyclées et réinjectées dans l'économie circulaire.

36 mois

de chantier. Fin prévue en 2026.

7 000 m²

d'espaces affectés aux opérations sur le site portuaire de Bassens.

141,5 m

c'est la longueur moyenne des bateaux.

Ces huit navires de la Marine nationale française seront démantelés entre 2024 et 2026 sur le site portuaire de Bassens.

chaîne boîte de conserve que vous utiliserez sera composée d'un morceau de ces bateaux dans les années à venir » s'amuse le commandant Simon.

Un secteur d'avenir ?

Le pôle naval de Bordeaux a considérablement renforcé depuis 2012 ses activités de démantèlement de navires marchands et militaires, avec la volonté de s'imposer comme un acteur incontournable du secteur. Le chantier actuel s'inscrit dans une phase transitoire importante. Le capitaine de la

Marine nationale explique cette mise en marche par le *« renouvellement complet de la flotte maritime française »* qui présage de nombreuses séries de démantèlement dans les années à venir. Le Grand port de Bordeaux nuance : *« la filière du démantèlement travaille majoritairement avec des bateaux de pêche ou des navires de commerce, la partie militaire représente une petite part de nos activités »*. Bordeaux entend bien s'imposer en tant que leader du secteur.

Clémence Bailliard & Julie Conrad

CLIMAT

Bordeaux : good Cop, bad Cop

Les Cop (Conférence des Parties) sont des réunions gouvernementales tenues chaque année sur le climat depuis la Cop 1 de Berlin en 1995. Elles ont été créées pour agir à l'échelle internationale sur les questions de climat et d'environnement. Pourtant, les résultats se font attendre et ces rendez-vous sont décriés : les engagements pris par les États restent le plus souvent des vœux pieux. Pour Scientifiques en Rébellion, *« la politique ne suit pas »* et les émissions croissent toujours. Le collectif organise à partir de demain à Bordeaux, une Cop 28 alternative.

Des tables-rondes et des échanges ouverts au grand public. Bordeaux accueille une Cop 28 alternative à la base sous-marine de Bordeaux du 30 novembre au 3 décembre. Un rendez-vous qui se déroule en marge de la Cop officielle à Dubaï. Scientifiques en Rébellion (SeR) organise l'événement afin d'encourager *« une transition écologique à partir du territoire »*.

« Combien d'échecs climatiques peut-on encore supporter ? » : c'est la question posée par le collectif, en filigrane de cette alterCop. Lancée en France après la publication dans « Le Monde » d'une tribune signée par 1000 scientifiques, SeR est la branche scientifique du mouvement international Extinction Rébellion. Elle entend *« crier sur les toits ce que tout le monde devrait savoir »*. La coïncidence des dates de lancement des deux Cop – alter et gouvernementale – est avant tout symbolique. Florence Volaire, chercheuse à l'Inrae et membre de Scientifiques en Rébellion, ne croit pas en effet qu'il ressorte *« quelque chose de valable »* de la réunion présidée cette année par les Émirats arabes unis.

L'échec des Cop gouvernementales

La scientifique précise que des calculs ont été faits en se basant sur l'ensem-



© Scientifiques en Rébellion

Action « Printemps silencieux » des Scientifiques en Rébellion au Jardin des plantes de Paris le 4 mars 2023.

ble des traités internationaux : *« si toutes les politiques annoncées pour réduire les émissions depuis 1995 étaient seulement appliquées, on ne les réduirait que de 2 % alors qu'il faudrait les réduire de 43 % »* pour respecter l'Accord de Paris. Certaines politiques sont même *« en pleine régression »*. Accorder cette année la présidence de la Cop à Sultan Ahmed Al Jaber, patron d'une des plus grandes compagnies pétrolières au monde, fait plus qu'irriter. Pour Florence Volaire, *« c'est une obscénité »*. Les Cop sont remises en question jusque dans leur existence.

Une alternative populaire ?

« On ne va pas attendre que les grands traités internationaux nous sauvent ». Puisque les Cop gouvernementales montrent leurs limites, les organisations citoyennes et populaires tentent leur chance. L'alterCop bordelaise pourrait marquer le début du mouvement. L'opportunité de faire résonance et de soutenir les luttes locales ont porté le choix du collectif sur la capitale girondine. Selon Florence Volaire, qui interviendra pour la table-ronde *« Agriculture et pesticides »*, l'objectif est de *« faire du lien autour de ces problématiques et montrer qu'on peut avoir un avenir désirable »*.

Quant à Céline Teplitsky, directrice de recherche en écologie évolutive, elle estime qu'il faut *« se ressaisir des enjeux »* et *« redonner son sens au mot "urgence" »*. Durant les quatre jours, les scientifiques vont présenter les perspectives de transition, accompagnés d'acteurs et de témoignages. L'accent est mis sur le dialogue et l'appropriation par les citoyens des résultats scientifiques. Les chiffres seront *« rappelés en permanence »*, mais des manifestations artistiques sont également prévues *« pour essayer de toucher les imaginaires »*. À terme, la solution populaire pourrait prendre la forme de *« Cop des peuples et des citoyens et citoyennes »*, des mini-Cop *« à tous les niveaux partout, dans chaque commune, chaque asso, chaque école. Il faut que tout le monde sache. »* Florence Volaire rajoute qu'il faut *« faire converger les Cop biodiversité et Cop climat »*. Céline Teplitsky valide : *« Les solutions qui sont bonnes pour le climat ne sont pas forcément bonnes pour la biodiversité »*.

Loéva Claverie

INFOS PRATIQUES : Du jeudi 30 novembre au dimanche 3 décembre Entrée gratuite, ouverte à toutes et tous À la base sous-marine, n°284, Boulevard Alfred Daney 33300 Bordeaux.

SIDA

Un dépistage vite fait bien fait

À trois jours de la Journée mondiale de lutte contre le VIH, le collectif Sida 33 organisait une campagne de dépistage sur le campus. Grâce au Trod (test rapide d'orientation diagnostique), les étudiant-es ont pu se tester rapidement.

« Ne t'inquiète pas, ça ne fait pas mal. » Kevin, dépisteur occasionnel à l'Espace santé étudiant de Pessac, rassure Elisa. Une désinfection des mains et l'infirmier du jour, muni d'une petite aiguille, pique le bout du doigt de l'étudiante et récolte le sang à l'aide d'un tube. Une fois la collecte terminée, le précieux liquide est versé dans différents réactifs, chargés de révéler la présence éventuelle d'un virus responsable d'infections sexuellement transmissibles (IST). Une dizaine de minutes d'attente, et le verdict tombe. *« C'est fou comme c'est rapide, le Trod »,* s'exclame la jeune femme. Le Trod c'est le test rapide d'orientation diagnostique, la technique la plus rapide pour détecter la présence d'IST dans l'organisme.

Au plus près des étudiant-es

Mais avant de se faire piquer, il faut se frayer un chemin dans le hall du bâtiment. Au milieu de tables débordantes de tracts multicolores, une étudiante alpague les passantes : *« Bonjour, c'est pour vous faire dépister ? »* À peine le temps d'écouter un tutoriel sur l'utilisation de préservatifs féminins, qu'une membre du CeGIDD⁽¹⁾ leur propose un ticket pour accéder à la file d'attente, *« la première en haut à droite »*. À côté d'elle, Johan, membre de la Maison départementale de la promotion de la santé, vante la nécessité de campagnes comme celle-ci, et rappelle leur importance : *« les moins de 25 ans c'est quand même 14 % des contaminations au VIH, c'est important de se déplacer sur le campus pour s'adresser à ce public spécifique. »*

Après 15 minutes d'attente dans la salle, Kévin, bénévole habilité à effectuer le Trod, vient chercher les patient-es. Sur le chemin, les étudiant-es se croisent : certain-es repartent soulagés, d'autres arrivent craintif-ves, la peur d'une mauvaise surprise. Avant de passer au test, Kévin interroge : *« habitudes sexuelles ? », « dernier rapport ? », « injection de drogue ? »*. Tout y passe. Quel que soit le résultat, Kévin explique ensuite que la fiabilité du Trod est de 70 %, et la nécessité d'un délai de trois mois après le dernier rapport à risque. Un dépistage classique devra confirmer le diagnostic.

Pierre Berho

(1) Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic



© Pierre Berho

La récolte du sang se fait en respectant des règles sanitaires strictes.